



DÉCLARATION DE PLAINTE POUR LES MAISONS PRÉFABRIQUÉES

Département de la justice du Delaware
Bureau du médiateur pour les maisons préfabriquées
820 N. French Street, 5^{ème} étage
Wilmington, DE 19801
manufactured.housing@delaware.gov

Pour usage officiel	
Dossier n° :	
Spécialiste de l'accueil :	

Soumis par			
Nom :			
Adresse postale :			
Ville :	État :	Code postal :	
Téléphone :	Courriel :		

Informations sur la communauté des maisons préfabriquées				
Nom de la communauté :				
Informations sur le propriétaire	Nom :			
	Adresse postale :			
	Ville :	État :	Code postal :	
	Téléphone :	Courriel :		
Informations sur le gestionnaire	Nom :			
	Adresse postale :			
	Ville :	État :	Code postal :	
	Téléphone :	Courriel :		

Questionnaire	
1. Êtes-vous un résident de la communauté à laquelle votre plainte fait référence ?	<input type="radio"/> Oui <input type="radio"/> Non
• Si ce n'est pas le cas, avez-vous une procuration (POA) valide pour un résident ? Une procuration est un document conférant le pouvoir d'agir au nom d'une autre personne. Veuillez joindre une copie, le cas échéant. Un formulaire de procuration est disponible sur la page web du bureau du médiateur pour les maisons préfabriquées.	<input type="radio"/> Oui <input type="radio"/> Non
2. Autorisez-vous le bureau du médiateur pour les maisons préfabriquées ("MHO") à envoyer cette plainte à la personne ou à l'entreprise qui en fait l'objet ?	<input type="radio"/> Oui <input type="radio"/> Non

<p>3. Autorisez-vous le MHO à transmettre cette plainte à une autre agence ou entité gouvernementale au cas où notre examen déterminerait qu'un tel renvoi est approprié ?</p> <p>Remarque : Si vous cochez cette case et que le MHO détermine qu'il y a eu des violations de la loi du Delaware que l'unité de protection du grand public ("CPU") est habilitée à faire appliquer, le MHO enverra ce formulaire de plainte et tous les autres documents relatifs à votre cas à la CPU en lui demandant de prendre des mesures d'application. C'est la CPU qui décide en dernier ressort d'engager ou non une action en justice au nom de l'État du Delaware.</p>	<input type="radio"/> Oui <input type="radio"/> Non
---	--

<p>4. Votre plainte porte-t-elle, en tout ou en partie, sur une proposition d'augmentation de loyer ?</p>	<input type="radio"/> Oui <input type="radio"/> Non
<ul style="list-style-type: none"> • Dans l'affirmative, avez-vous contacté l'autorité de relocalisation des maisons préfabriquées du Delaware ("DEMhRA") pour entamer une procédure d'arbitrage ? 	<input type="radio"/> Oui <input type="radio"/> Non
<ul style="list-style-type: none"> • Si vous avez contacté la DEMhRA pour lancer l'arbitrage, veuillez indiquer quand et comment vous l'avez fait dans votre réponse à la partie C ci-dessous et joindre une copie de votre demande d'arbitrage. 	
<p>5. Avez-vous fait part de vos préoccupations à un autre organisme gouvernemental, tel que les inspecteurs du code du bâtiment ou la police ?</p>	<input type="radio"/> Oui <input type="radio"/> Non
<ul style="list-style-type: none"> • Si oui, identifiez les agences gouvernementales et quand et comment vous les avez contactées dans votre réponse à la partie C ci-dessous. 	
<p>6. Êtes-vous impliqué dans un procès ou une autre action en justice en rapport avec la présente plainte ?</p>	<input type="radio"/> Oui <input type="radio"/> Non
<ul style="list-style-type: none"> • Si oui, identifiez le procès ou autre action en justice, y compris le nom du tribunal et le numéro du dossier, dans la partie C ci-dessous. 	

Énoncé descriptif	
<p>Partie A</p>	<p>Décrivez les questions ou les problèmes qui vous ont incité à déposer cette plainte. Joignez des pages supplémentaires si nécessaire.</p>

Partie B	Le MHO enquête sur les violations présumées de la loi sur les maisons préfabriquées et les communautés de maisons préfabriquées ("Loi"), codifiée au titre 25, chapitre 70 du code du Delaware. Veuillez indiquer, le cas échéant, les dispositions de la loi que vous estimez avoir été violées par le comportement à l'origine de la présente plainte.
Partie C	Décrivez les actions que vous avez entreprises pour tenter de traiter ou de résoudre les questions ou les problèmes à l'origine de cette plainte, y compris (par exemple) une plainte écrite auprès de la direction, une action en justice, une demande d'arbitrage ou un rapport de police. Joignez des pages supplémentaires si nécessaire, ainsi que des copies des documents pertinents.

Instructions pour remplir cette plainte

1. Joignez des COPIES (et non des originaux) de tous les documents relatifs à cette plainte, y compris une copie de votre bail, des règles de la communauté, des lettres, des courriels pertinents et d'autres documents pertinents.
2. Vous devez préciser si vous autorisez le MHO à contacter le propriétaire de votre communauté (y compris ses agents, tels que le gestionnaire immobilier) au sujet de cette plainte. Vous devez savoir que la capacité du MHO à enquêter pleinement et à résoudre la plainte peut être compromise si nous ne sommes pas autorisés à prendre ce contact.
3. Sachez que le MHO ne supervise pas la justification des loyers. La loi du Delaware sur la justification des loyers régit les litiges relatifs à l'augmentation des loyers des lots. La loi sur la justification des loyers impose aux propriétaires de communautés de notifier au moins 90 jours à l'avance toute proposition d'augmentation du loyer d'un lot. Si l'augmentation dépasse le taux d'inflation, l'autorité de relocalisation des maisons préfabriquées du Delaware (DEMHRA) organisera une "réunion finale" entre les parties. Les propriétaires qui contestent l'augmentation de loyer peuvent demander un arbitrage en déposant une requête auprès de la DEMHRA dans les 30 jours suivant la réunion. Les pétitions sont disponibles à l'adresse suivante http://demhra.delaware.gov/wp-content/uploads/sites/78/2017/04/Letter-to-Authority-Petition-for-arbitrator-by-HOA-or-tenant_1.pdf.
4. Sachez que le MHO ne peut pas vous fournir de conseils juridiques ni vous représenter en cas de litige. Le MHO tente de résoudre les litiges entre les propriétaires de maisons et les propriétaires de communautés et enquête sur les allégations de violation de la loi du Delaware. Il ne peut pas servir d'avocat à l'une ou l'autre des parties.
5. En signant cette plainte, vous déclarez que les informations qu'elle contient sont exactes à votre connaissance, information et croyance.

Signature

Date